



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article978>

Objectif démocratie

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Communiqués -



Date de mise en ligne : samedi 7 février 2015

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Objectif démocratie

L'attitude totalitaire de la Banque Centrale européenne envers la Grèce présente au moins, si l'on peut dire, un avantage : elle débarrasse le discours officiel des hypocrisies pharaoniques que les autorités infligent depuis des années aux citoyens. Le discours sur la stabilité monétaire et la lutte contre l'inflation révèle aujourd'hui sa véritable signification politique : il n'est plus question d'affirmer que la démocratie européenne est en train de se construire ou que l'élection de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission constitue une étape dans le processus de légitimation des institutions de Bruxelles. L'aveu est proclamé et assumé que le pouvoir appartient, en droit et en fait, aux milieux financiers et que tout contrevenant aux règles édictées par eux sera sévèrement réprimé. Les dirigeants de cet édifice européen monstrueux ne se cachent plus derrière les mots creux de démocratie ou de respect des droits de l'homme. Juncker le résume crument : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens » ,

Pas de choix donc en dehors du respect pur et simple de traités adoptés en tordant le bras de peuples qu'on n'ose même plus consulter et qu'on prétend guider pour leur bien, les yeux rivés sur les rapports des agences de notation. Le mépris de la plus simple démocratie est lui aussi ouvertement assumée comme le démontre la violation des résultats des referendums de 2005 en France ou aux Pays-Bas. Le coup d'Etat que représente l'adoption honteuse du traité de Lisbonne a bénéficié du soutien plus ou moins explicite des principales forces politiques. Les traités suivants (traité sur la stabilité et la gouvernance avec sa fameuse « règle d'or »,...) ont reçu les mêmes soutiens de la part de parlements qui s'estiment plus responsables devant les institutions de Bruxelles que devant les peuples qui les ont élus. C'est au nom de ces traités que les politiques antisociales et antidémocratiques ont été et continuent d'être menées en France comme dans les pays du Sud de l'Europe. Et c'est une « troïka » autoproclamée qui fait signer, le fusil sur la tempe, à des gouvernements asservis des « plans de sa sauvetage » plus favorables aux banques qu'aux populations.

Certes, les forces politiques dominantes, de gauche comme de droite, agitent avec raison le risque de l'extrême droite pour appeler les citoyens à les soutenir. Mais c'est précisément leur politique et leur arrogance toute aristocratique qui génère la montée de celle-ci. Deux totalitarismes s'affrontent devant les peuples ne leur offrant que des options mortifères.

Il est donc plus que temps de retrouver le souffle émancipateur de la démocratie et de revenir à ce principe fondamental qu'aucun pouvoir n'est légitime s'il n'a l'accord et le soutien du seul souverain, le peuple, en Grèce comme en France. C'est la volonté de persévérer dans l'erreur dont font preuve les classes dirigeantes et leurs affidés qui est irresponsable et qui pousse à la violence. Une refondation politique est la seule voie pour éviter les extrémismes et reconstruire l'intérêt national. Tel est le sens profond de la Constituante qui donne son sens à la reconstruction du peuple et de sa souveraineté.